

MOYEN-ORIENT

Réduction des troupes en Irak et Afghanistan: "La décision de Donald Trump paraît absurde"

Propos recueillis par Paul Véronique

publié le 18/11/2020 à 17:59,



Pour le chercheur Adel Bakawan, la décision de Donald Trump de réduire le nombre de soldats américains en Irak et en Afghanistan, risque d'entraîner une montée en puissance des groupes terroristes.

Les États-Unis vont réduire leur présence militaire en Irak et en Afghanistan, près de 20 ans après le début de leurs premières opérations. Le Pentagone a annoncé mardi que le nombre de soldats basés dans chaque pays allait être limité à 2500 hommes dès la mi-janvier 2021. Selon le nouveau ministre de la Défense par intérim, Christopher Miller, cette décision reflète le souhait du président américain de "mettre fin avec succès et responsabilité aux guerres en Afghanistan et en Irak et de ramener nos courageux soldats à la maison".

LIRE AUSSI >> Bruno Tertrais : Les frontières du Moyen-Orient, cent ans après

Reste que plusieurs pays alliés des États-Unis ont depuis fait part de leurs craintes quant au risque de résurgence de groupes terroristes dans la région. Le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, a aussi averti que l'Afghanistan pourrait "redevenir une base pour les terroristes internationaux" en cas de retrait précipité. Dans ce contexte, et alors que le mandat de Donald Trump touche bientôt à sa fin, comment expliquer cette décision ? Faut-il craindre une montée en puissance des groupes terroristes dans les deux pays ? L'Express s'est entretenu avec Adel Bakawan, spécialiste du Moyen-Orient et directeur du département de recherche de l'Institut de recherche et études Méditerranée Moyen-Orient (iReMMO).

L'Express : Tout d'abord, comment expliquer cette décision de Donald Trump de réduire le nombre de soldats américains en Afghanistan et en Irak, alors que son mandat touche presque à sa fin ?

Adel Bakawan : Cela paraît effectivement assez surprenant dans la mesure où la situation sécuritaire est loin d'être stabilisée dans ces deux pays. En réalité, je pense qu'il faut analyser cette décision avec une grille de lecture interne aux États-Unis. Donald Trump s'adresse à sa base militante : il lui a promis de faire rentrer les troupes au pays lors de sa campagne de 2016, et il veut tenir cette promesse. C'est pour lui un moyen de s'assurer le soutien de sa base.

Cela reste cependant assez symbolique, parce qu'il ne va pas non plus retirer l'intégralité des troupes. L'objectif est de laisser 2500 soldats dans chaque pays, donc cela représente 500 soldats de moins en Irak et environ 2000 en Afghanistan. Le Pentagone dit par ailleurs être en mesure de redéployer des troupes au Moyen-Orient, si besoin.

LIRE AUSSI >> Tout comprendre aux négociations de paix entre le gouvernement afghan et les talibans

Mais quoi qu'il en soit, d'un point de vue régional, cette décision de Donald Trump n'a aucun sens. Soit un théâtre d'opération est parfaitement stable et on n'a pas besoin de laisser 2500 soldats sur place, soit il reste dangereux, et dans ce cas on ne retire pas les troupes. Or aujourd'hui en Irak et en Afghanistan, on se trouve clairement dans la deuxième situation. Donc si on se place dans une perspective régionale, la décision du président américain paraît vraiment absurde.

Plusieurs responsables aux États-Unis et dans le monde ont justement critiqué la décision de Donald Trump. Faut-il craindre une résurgence des groupes terroristes dans la région en cas de réduction de la présence américaine ?

Les mouvements terroristes sont d'ores et déjà dans une phase de montée en puissance au Moyen-Orient, notamment l'organisation État islamique et Al Qaeda. Ils font progressivement leur retour et il n'y a plus un jour sans qu'ils n'organisent une nouvelle action dans la région: que cela soit une prise d'otage, une voiture piégée, ou l'attaque d'un lieu public.

Donc on comprend d'autant mieux les critiques de certains dirigeants occidentaux, face à cette décision du président américain. En effet celle-ci va freiner la lutte contre ces organisations terroristes. In fine, cela menace la sécurité et la stabilité dans les pays de la région, mais aussi dans le reste du monde.

Au-delà d'une volonté de Donald Trump de tenir l'une de ses promesses, est-ce aussi un moyen de savonner la planche de la future administration Biden ?

Donald Trump ne semble reculer devant rien pour compliquer la tâche de Joe Biden et Kamala Harris. Donc je pense qu'il y a effectivement aussi cette dimension-là. Néanmoins, dans les faits, je ne suis pas certain que cette décision compliquera réellement la tâche de Joe Biden.

LIRE AUSSI >> Jean-Maurice Ripert : Même avec Biden, l'Europe doit trouver seule sa voie

En effet, ce dernier a une très bonne connaissance du Moyen-Orient et notamment de l'Irak. Il s'est rendu à Bagdad et Erbil pas moins de 24 fois lors de sa vice-présidence, et connaît personnellement tous les acteurs clés de la politique irakienne et afghane.

À l'inverse, Donald Trump ne s'est rendu qu'une seule fois en Irak et n'a pas rencontré de personnalités irakiennes. Donc il va s'opérer un changement de paradigme complet dans la région avec la prise de fonction de la nouvelle administration.

Peut-on donc s'attendre à ce que Joe Biden revienne sur cette décision, une fois arrivé au pouvoir ? La réduction de la présence militaire

américaine doit en effet intervenir le 15 janvier 2021, soit cinq jours avant le départ de Donald Trump de la Maison-Blanche.

Tout à fait, Joe Biden pourra annuler la décision une fois arrivé au pouvoir. Il pourra même envoyer plus de troupes dans les deux pays s'il le juge nécessaire.

Contrairement à Donald Trump, Joe Biden ne veut pas se désengager de ce qui se passe au Moyen-Orient.

LIRE NOTRE DOSSIER COMPLET

L'Afghanistan dans l'impasse face aux talibans et l'influence de Daech

- Tout comprendre aux négociations de paix entre le gouvernement afghan et les talibans
- Afghanistan : des crues soudaines font au moins 100 morts et autant de blessés
- Les autorités afghanes libèrent les 400 derniers prisonniers talibans

Je n'ai aucun doute dans le fait que les États-Unis joueront leur rôle dans tous les dossiers importants qui traversent le Moyen-Orient. Cela concernera notamment la lutte contre l'organisation État Islamique, qui est la priorité numéro un, la reprise des discussions avec l'Iran, ou encore un recadrage des relations avec le président turc Recep Tayyip Erdogan. Il faut toutefois garder à l'esprit que l'approche de la nouvelle administration sera de stabiliser le système régional en limitant les conflits.